

(5) A Secretaria internacional determinará, de acordo com os países interessados, as providências administrativas de adaptação que se verificarem oportunas para os efeitos de execução das disposições do presente Acordo.

Em firmeza do que, os Plenipotenciários abaixo assinados, depois de terem permutado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, assinaram o presente Acordo.

Feito em Nice, em um só exemplar, em 15 de Junho de 1957.

Pela República Federal da Alemanha:

Herbert Kuhnemann.

Pela Austrália:

Pela Austria:

Gottfried Thaler.

Pela Bélgica:

L. Hermans.

Pelo Brasil:

Pela República Popular da Bulgária:

Pelo Canadá:

Pelo Ceilão:

Por Cuba:

Pela Dinamarca:

Pela República Dominicana:

Pelo Egipto:

Pela Espanha:

N. Juristo Valverde.
J. L. Aparicio.

Pelos Estados Unidos da América:

Pela Finlândia:

Pela França:

Marcel Plaisant.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Pela Grécia:

Pela República Popular da Hungria:

Lajos Dege.

Pela Indonésia:

Pela Irlanda:

Por Israel:

Pela Itália:

Talamo.

Pelo Japão:

Pelo Líbano:

Pelo Principado de Listenstaina:

Hans Morf.

Pelo Luxemburgo:

J. P. Hoffmann.

Por Marrocos:

Taieb Sebti.

Pelo México:

Por Mónaco:

C. Solamito.

Pela Noruega:

Pela Nova Zelândia:

Pelos Países Baixos:

C. J. de Haan.

Pela República Popular da Polónia:

Por Portugal, com as ilhas dos Açores e Madeira:

Jorge Van Zeller Garin.

Pela Roménia:

Pela Suécia:

Pela Suíça:

Hans Morf.
Léon Egger.

Pela Síria:

Pela República Checoslovaca:

D. Jan Cech.

Pela Tunísia:

Salah Eddine El Goulli.

Pela República da Turquia:

Pela União Sul-Africana:

Pelo Vietname:

Pela Jugoslávia:

Milenko Jakovljevic.

Decreto-Lei n.º 41 735

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º É aprovado, para ratificação, o Acordo de Nice relativo à classificação internacional dos produtos e serviços aos quais se aplicam as marcas de fábrica ou de comércio, assinado em 15 de Junho de 1957, cujo texto em francês e respectiva tradução são anexos ao presente decreto-lei.

Art. 2.º A ratificação produzirá somente efeitos quanto a Portugal metropolitano e ilhas adjacentes de Açores e Madeira.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 16 de Julho de 1958. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Marcello Cactano* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Arrangement de Nice concernant la classification internationale
des produits et des services auxquels s'appliquent
les marques de fabrique ou de commerce, signé le 15 juin 1957

ARTICLE PREMIER

(1) Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière.

(2) Ils adoptent, en vue de l'enregistrement des marques, une même classification des produits et des services.

(3) Cette classification est constituée par :

- a) une liste des classes,
- b) une liste alphabétique des produits et des services avec indication des classes dans lesquelles ils sont rangés.

(4) La liste des classes et la liste alphabétique des produits sont celles qui ont été éditées en 1935 par le Bureau Internationale pour la protection de la propriété industrielle.

(5) La liste des classes et la liste alphabétique des produits et des services pourront être modifiées ou complétées par le Comité d'experts institué par l'article 3 du présent Arrangement et selon la procédure fixée par cet article.

(6) La classification sera établie en langue française et, sur la demande de chaque pays contractant, une traduction officielle en sa langue pourra en être publiée par le Bureau International, en accord avec l'Administration nationale intéressée. Chaque traduction de la liste des produits et des services mentionnera, en regard de chaque produit ou service, outre le numéro d'ordre propre à l'énumération alphabétique dans la langue considérée, le numéro d'ordre qu'il porte dans la liste établie en langue française.

ARTICLE 2

(1) Sous réserve des obligations imposées par le présent Arrangement, la portée de la classification internationale est celle qui lui est attribuée par chaque pays contractant. Notamment, la classification internationale ne lie les pays contractants ni quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque, ni quant à la reconnaissance des marques de service.

(2) Chacun des pays contractants se réserve la faculté d'appliquer la classification internationale des produits et des services à titre de système principal ou de système auxiliaire.

(3) Les Administrations des pays contractants feront figurer dans les titres et publications officiels des enregistrements des marques les numéros des classes de la classification internationale auxquelles appartiennent

les produits ou les services pour lesquelles la marque est enregistrée.

(4) Le fait qu'une dénomination figure dans la liste alphabétique des produits et des services n'affecte en rien les droits qui pourraient exister sur cette dénomination.

ARTICLE 3

(1) Il est institué auprès du Bureau International un Comité d'experts chargé de décider de toutes modifications ou de tous compléments à apporter à la classification internationale des produits et des services. Chacun des pays contractants sera représenté au Comité d'experts, lequel s'organise par un règlement d'ordre intérieur adopté à la majorité des pays représentés. Le Bureau Internationale est représenté au Comité.

(2) Les propositions de modification ou de complément doivent être adressées par les Administrations des pays contractants au Bureau International qui devra les transmettre aux membres du Comité d'experts au plus tard deux mois avant la séance de celui-ci au cours de laquelle ces propositions seront examinées.

(3) Les décisions du Comité relatives aux modifications à apporter à la classification sont prises à l'unanimité des pays contractants. Par modification, il faut entendre tout transfert de produits d'une classe à une autre, ou toute création de nouvelle classe entraînant un tel transfert.

(4) Les décisions du Comité relatives aux compléments à apporter à la classification sont prises à la majorité simple des pays contractants.

(5) Les experts ont la faculté de faire connaître leur avis par écrit ou de déléguer leurs pouvoirs à l'expert d'un autre pays.

(6) Dans le cas où un pays n'aurait pas désigné d'expert pour le représenter, ainsi que dans le cas où l'expert désigné n'aurait pas fait connaître son opinion dans un délai qui sera fixé par le règlement d'ordre intérieur, le pays en cause serait considéré comme acceptant la décision du Comité.

ARTICLE 4

(1) Toutes modifications et tous compléments décidés par le Comité des experts sont notifiés aux Administrations des pays contractants par le Bureau International.

L'entrée en vigueur des décisions aura lieu, en ce qui concerne les compléments, dès la réception de la notification et, en ce qui concerne les modifications, dans un délai de six mois à compter de la date d'envoi de la notification.

(2) Le Bureau International, en sa qualité de dépositaire de la classification des produits et des services, y incorpore les modifications et les compléments entrés en vigueur. Ces modifications et ces compléments font l'objet d'avis publiés dans les deux périodiques *La Propriété industrielle* et *Les Marques internationales*.

ARTICLE 5

(1) Les dépenses que le Bureau International aura à assumer en vue de l'exécution du présent Arrangement seront supportées en commun par les pays contractants, dans les conditions fixées par l'article 13, alinéas (8), (9) et (10), de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle. Jusqu'à nouvelle décision, ces dépenses ne pourront pas dépasser la somme de 40 000 francs or par année (a).

(2) Les dépenses prévues à l'article 5, alinéa (1), ne comprennent pas les frais afférents aux travaux des Conférences de plénipotentiaires, ni les frais que pourront entraîner des travaux spéciaux ou des publications

effectuées conformément aux décisions d'une Conférence. Ces frais, dont le montant annuel ne pourra pas dépasser 10 000 francs or (a), seront supportés en commun par les pays contractants dans les conditions fixées à l'alinéa (1) ci-dessous.

(3) Les montants des dépenses prévus aux alinéas (1) et (2) pourront être augmentés, au besoin, par décision des pays contractants ou d'une des Conférences prévues à l'article 8; de telles décisions seront valables à condition de recueillir l'adhésion des quatre cinquièmes des pays contractants.

ARTICLE 6

(1) Le présent Arrangement sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Paris, au plus tard le 31 décembre 1961. Ces ratifications, avec leurs dates et toutes les déclarations dont elles pourraient être accompagnées, seront notifiées par le Gouvernement de la République Française aux Gouvernements des autres pays contractants.

(2) Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'auront pas signé le présent Arrangement dans les conditions prévues à l'article 11, alinéa (2), seront admis à y adhérer, sur leur demande, dans les conditions prescrites par l'article 16 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

(3) Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa (1) seront admis à l'adhésion aux termes de l'article 16 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 7

Le présent Arrangement entrera en vigueur, entre les pays au nom desquels il aura été ratifié ou qui y auront adhéré, un mois après la date à laquelle les instruments de ratification auront été déposés ou les adhésions notifiées par dix pays au moins.

L'Arrangement aura la même force et durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 8

(1) Le présent Arrangement sera soumis à des révisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations désirables.

(2) Chacune de ces révisions fera l'objet d'une Conférence qui se tiendra dans l'un des pays contractants, entre les délégués desdits pays.

(3) L'Administration du pays où doit siéger la Conférence préparera, avec le concours du Bureau International, les travaux de cette Conférence.

(4) Le directeur du Bureau International assistera aux séances des Conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

ARTICLE 9

(1) Chacun des pays contractants aura la faculté de dénoncer le présent Arrangement au moyen d'une notification par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse.

(2) Cette dénonciation, qui sera communiquée par ledit Gouvernement à tous les autres pays contractants, ne produira effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite et seulement douze mois après réception de la notification de dénonciation adressée au Gouvernement de la Confédération suisse, l'Arrangement restant exécutoire pour les autres pays contractants.

ARTICLE 10

Les dispositions de l'article 16-bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent Arrangement.

ARTICLE 11

(1) Le présent Arrangement sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé dans les Archives du Ministère des Affaires Etrangères de la République Française. Une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Gouvernements des pays contractants.

(2) Le présent Arrangement restera ouvert à la signature des pays membres de l'Union pour la protection de la propriété industrielle jusqu'au 31 décembre 1958 ou jusqu'à son entrée en vigueur, si celle-ci intervient avant cette date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Arrangement. Fait à Nice en un seul exemplaire, le 15 juin 1957.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Herbert Kuhnemann.

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Gottfried Thaler.

Pour la Belgique:

L. Hermans.

Pour le Brésil:

Pour la République Populaire de Bulgarie:

Pour le Canada:

Pour Ceylan:

Pour Cuba:

Pour le Danemark:

Julie Olsen.

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Egypte:

Pour l'Espagne:

N. Juristo Valverde.

J. L. Aparicio.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Marcel Plaisant.

Pour le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

R. G. Atkinson.

Pour la Grèce:

Pour la République Populaire de Hongrie:

Lajos Dece.

Pour l'Indonésie:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

Talamo.

Pour le Japon:

Pour le Liban:

N. Fayad.

A. Soufi.

Pour le Principauté du Liechtenstein:

Hans Morf.

Pour le Luxembourg:

J. P. Hoffmann.

Pour le Maroc:

Taieb Sebti.

Pour le Mexique:

Pour Monaco:

C. Solamito.

Pour la Norvège:

Roald Roed.

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour les Pays-Bas:

C. J. de Haan.

Pour la République Populaire de Pologne:

Z. Muszinski.

Pour le Portugal, avec les Iles Açores et Madère:

Jorge Van Zeller Garin.

Pour la Roumanie:

Pour la Suède:

Claës Ugglä.

Pour la Suisse:

Hans Morf.

Léon Egger.

Pour la Syrie:

Pour la République Tchécoslovaque:

D. Jan Cech.

Pour la Tunisie:

Salah Eddine El Goulli.

Pour la République de Turquie:

Pour l'Union Sud-Africaine:

Pour le Viet-Nam:

Pour la Yougoslavie:

Milenko Jakovljevic.

(a) Cette unité monétaire est le franc à 100 centimes, d'un poids de $\frac{10}{31}$ de gramme et d'un titre de 0,900.

Acordo de Nice relativo à classificação internacional dos produtos e serviços aos quais se aplicam as marcas de fábrica ou de comércio, assinado em 15 de Junho de 1957

ARTIGO 1.º

(1) Os países aos quais se aplica o presente Acordo constituem uma União particular.

(2) Esses países adoptam, para o efeito de registo das marcas, uma mesma classificação dos produtos e serviços.

(3) Essa classificação é constituída por:

a) Uma lista das classes;

b) Uma lista alfabética dos produtos e serviços, com indicação das classes em que estão incluídos.

(4) A lista das classes e a lista alfabética dos produtos são as que foram editadas em 1935 pela Secretaria internacional para a protecção da propriedade industrial.

(5) A lista das classes e a lista alfabética dos produtos e serviços poderão ser modificadas ou completadas pelo Comité de peritos criado pelo artigo 3.º do presente Acordo e conforme as normas fixadas no mesmo artigo.

(6) A classificação será elaborada em língua francesa e, a pedido de cada país contratante, poderá ser publicada uma tradução oficial na sua língua pela Secretaria internacional, de acordo com a Administração nacional interessada. Cada tradução da lista dos produtos e serviços mencionará, com relação a cada produto ou serviço, além do número de ordem exclusivo da enumeração alfabética na língua considerada, o número de ordem que ocupa na lista elaborada em língua francesa.

ARTIGO 2.º

(1) Ressalvadas as obrigações impostas pelo presente Acordo, o alcance da classificação internacional será o que lhe for atribuído por cada país contratante. Especialmente, a classificação internacional não obriga os países contratantes no que respeita ao apreciar da extensão da protecção da marca, nem quanto ao reconhecimento das marcas de serviço.

(2) Cada um dos países contratantes reserva-se a faculdade de aplicar a classificação internacional dos produtos e serviços a título de sistema principal ou de sistema auxiliar.

(3) As Administrações dos países contratantes farão figurar nos títulos e publicações oficiais dos registos das marcas os números das classes da classificação internacional a que pertencerem os produtos ou serviços para os quais a marca estiver registada.

(4) O facto de uma designação figurar na lista alfabética dos produtos e serviços em nada afecta os direitos que poderiam existir sobre essa designação.

ARTIGO 3.º

(1) É criado junto da Secretaria internacional um Comité de peritos encarregado de se pronunciar sobre quaisquer modificações ou quaisquer complementos a

introduzir na classificação internacional dos produtos e serviços. Cada um dos países contratantes estará representado no Comité de peritos, o qual se rege por um regulamento de ordem interna adoptado por maioria dos países representados. A Secretaria internacional estará representada no Comité.

(2) As propostas de modificação ou de complemento devem ser dirigidas pelas Administrações dos países contratantes à Secretaria internacional, que deverá transmiti-las aos membros do Comité de peritos, o mais tardar, dois meses antes da sessão deste durante a qual as propostas serão examinadas.

(3) As decisões do Comité relativas às modificações a introduzir na classificação serão tomadas por unanimidade dos países contratantes. Por modificação deve entender-se qualquer transferência de produtos de uma classe para outra, ou qualquer criação de nova classe que occasiona tal transferência.

(4) As decisões do Comité relativas aos complementos a introduzir na classificação serão tomadas por maioria simples dos países contratantes.

(5) Os peritos têm a faculdade de comunicar por escrito os seus pareceres ou de delegar os seus poderes no perito de um outro país.

(6) No caso de um país não ter designado perito para o representar, bem como no caso de o perito designado não ter comunicado a sua opinião no prazo que o regulamento de ordem interna fixar, o país em questão será considerado como tendo aceite a decisão do Comité.

ARTIGO 4.º

(1) Quaisquer modificações e quaisquer complementos decididos pelo Comité de peritos serão notificados às Administrações dos países contratantes pela Secretaria internacional. A entrada em vigor das decisões terá lugar, no que respeita aos complementos, logo que se receba a notificação e, quanto às modificações, no prazo de seis meses, a contar da data de remessa da notificação.

(2) A Secretaria internacional, na qualidade de depositária da classificação dos produtos e dos serviços, incluirá nesta as modificações e complementos que entram em vigor. Essas modificações e esses complementos motivarão avisos publicados nos dois periódicos *La Propriété industrielle* e *Les Marques internationales*.

ARTIGO 5.º

(1) As despesas de que a Secretaria internacional tiver de incumbir-se para a execução do presente Acordo serão suportadas em comum pelos países contratantes, nas condições fixadas pelo artigo 13.º, parágrafos (8), (9) e (10), da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial. Até nova resolução, essas despesas não poderão exceder a quantia de 40 000 francos ouro por ano (a).

(2) As despesas previstas no artigo 5.º, parágrafo (1), não compreendem os encargos referentes aos trabalhos das Conferências de plenipotenciários, nem os encargos que possam resultar de trabalhos especiais ou publicações efectuadas em conformidade com as decisões de uma Conferência. Esses encargos, cuja importância anual não poderá exceder 10 000 francos ouro (a), serão suportados em comum pelos países contratantes nas condições fixadas no parágrafo (1) anterior.

(3) As importâncias das despesas previstas nos parágrafos (1) e (2) poderão ser aumentadas, se for necessário, por decisão dos países contratantes ou de uma das Conferências previstas no artigo 8.º; tais decisões serão válidas com a condição de obterem a adesão de quatro quintos dos países contratantes.

ARTIGO 6.º

(1) O presente Acordo será ratificado e os seus instrumentos de ratificação serão depositados em Paris até 31 de Dezembro de 1961, o mais tardar. As ratificações, com as respectivas datas e quaisquer declarações de que possam vir acompanhadas, serão notificadas pelo Governo da República Francesa aos Governos dos outros países contratantes.

(2) Os países da União para a protecção da propriedade industrial que não tiverem assinado o presente Acordo, nas condições estabelecidas no artigo 11.º, parágrafo (2), serão admitidos a aderir a ele, mediante pedido seu, nas condições determinadas pelo artigo 16.º da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial.

(3) Os países da parte dos quais o instrumento de ratificação não tiver sido depositado no prazo indicado no parágrafo (1) serão admitidos a adesão, nos termos do artigo 16.º da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial.

ARTIGO 7.º

O presente Acordo entrará em vigor, entre os países que o tiverem ratificado ou que a ele tiverem aderido, um mês depois da data em que os instrumentos de ratificação tenham sido depositados ou as adesões notificadas por dez países, pelo menos. O Acordo terá a mesma força e duração que a Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial.

ARTIGO 8.º

(1) O presente Acordo será submetido a revisões periódicas, com o fim de lhe introduzir as melhorias desejáveis.

(2) Cada uma das revisões constituirá assunto de uma Conferência, que se realizará num dos países contratantes, entre os delegados dos ditos países.

(3) A Administração do país em que tenha de realizar-se a Conferência preparará, com a cooperação da Secretaria internacional, os trabalhos dessa Conferência.

(4) O director da Secretaria internacional assistirá às sessões das Conferências e tomará parte nas discussões sem voto deliberativo.

ARTIGO 9.º

(1) Cada um dos países contratantes terá a faculdade de denunciar o presente Acordo por meio de uma notificação por escrito ao Governo da Confederação Suíça.

(2) Essa denúncia, que será comunicada pelo referido Governo a todos os outros países contratantes, apenas produzirá efeito relativamente ao país que a tiver feito e somente doze meses depois da recepção da notificação de denúncia dirigida ao Governo da Confederação Suíça, continuando o Acordo executório para os outros países contratantes.

ARTIGO 10.º

As disposições do artigo 16.º-*bis* da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial são aplicáveis ao presente Acordo.

ARTIGO 11.º

(1) O presente Acordo será assinado em um só exemplar, o qual será depositado no Arquivo do Ministério dos Negócios Estrangeiros da República Francesa. Uma cópia autenticada será entregue por via diplomática a cada um dos Governos dos países contratantes.

(2) O presente Acordo ficará aberto para assinatura dos países membros da União para a protecção da propriedade industrial até 31 de Dezembro de 1958 ou até a sua entrada em vigor, se esta ocorrer antes dessa data.

Em firmeza do que os Plenipotenciários abaixo assinados assinaram o presente Acordo. Feito em Nice, em um só exemplar, a 15 de Junho de 1957.

Pela República Federal da Alemanha:

Herbert Kuhnemann.

Pela Austrália:

Pela Austria:

Gootfried Thaler.

Pela Bélgica:

Pelo Brasil:

Pela República Popular da Bulgária:

Pelo Canadá:

Por Ceilão:

Por Cuba:

Pela Dinamarca:

Julie Olsen.

Pela República Dominicana:

Pelo Egipto:

Pela Espanha:

N. Juristo Valverde.
J. L. Aparicio.

Pelos Estados Unidos da América:

Pela Finlândia:

Pela França:

Marcel Plaisant.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

R. G. Atkinson.

Pela Grécia:

Pela República Popular da Hungria:

Lajos Dece.

Pela Indonésia:

Pela Irlanda:

Por Israel:

Pela Itália:

Talamo.

Pelo Japão:

Pelo Líbano:

N. Fayad.
A. Soufi.

Pelo Principado de Listenstaina:

Hans Morf.

Pelo Luxemburgo:

J. P. Hoffmann.

Por Marrocos:

Taïeb Sebti.

Pelo México:

Por Mónaco:

C. Solamito.

Pela Noruega:

Roald Roed.

Pela Nova Zelândia:

Pelos Países Baixos:

C. J. de Haan.

Pela República Popular da Polónia:

Z. Muszinski.

Por Portugal, com as ilhas dos Açores e Madeira:

Jorge Van Zeller Garin.

Pela Roménia:

Pela Suécia:

Claës Uggla.

Pela Suíça:

Hans Morf.
Léon Egger.

Pela Síria:

Pela República Checoslovaca:

D. Jan Cech.

Pela Tunísia:

Salah Eddine El Goulli.

Pela República da Turquia:

Pela União Sul-Africana:

Pelo Vietname:

Pela Jugoslávia:

Milenko Jakovljevic.

(a) Esta unidade monetária é o franco de 100 cêntimos, do peso de $\frac{10}{31}$ do grama e do toque de 0,900.